

2020-2379 Juriste de droit privé (CDD) H/F



Informations générales

Date limite d'envoi des candidatures	13/07/2020
Documents requis pour postuler	Lettre de motivation CV

Description du poste

Pays	France
Régions	Ile-de-France
Départements	Paris (75)
Lieu d'affectation	99-101 rue Leblanc
Domaine fonctionnel et emploi	Affaires juridiques - Juriste-consultante/Juriste-consultant
Intitulé du poste	Juriste de droit privé (CDD) H/F
Cotation RIFSEEP	Cotation 3
Versant	Fonction publique de l'Etat
Catégorie	A
Statut du poste	Vacant
Nature de l'emploi	Emploi ouvert aux contractuels : art 6 sexies - loi n°84-16 du 11/01/1984
Descriptif de l'employeur	<p style="text-align: center;">L'Autorité nationale des jeux</p> <p>L'Autorité nationale des jeux (ANJ) est une autorité administrative indépendante qui régule les jeux et paris autorisés en ligne, en points de vente et dans les hippodromes. Elle contrôle la politique de jeu responsable des casinos. Elle s'assure que les opérateurs autorisés à exercer sur le marché français respectent leurs obligations. Elle protège les joueurs et leur propose des services. Elle veille à ce que l'offre de jeu légale proposée soit intègre et récréative. Elle combat les sites illégaux, le blanchiment de capitaux et participe, dans la mesure de ses compétences à la lutte contre les manipulations sportives. Elle travaille en étroite coopération avec ses homologues européens et internationaux. Elle rend compte au Parlement. Elle compte 59 collaborateurs et dispose d'un budget annuel d'un montant de 8 millions d'euros.</p>
Descriptif de l'employeur (suite)	<p style="text-align: center;">Votre future équipe :</p> <p style="text-align: center;">la Direction juridique</p> <p>La direction juridique, composée d'une dizaine d'agents, traite des questions relatives à l'exploitation des agréments des opérateurs agréés et à ce titre, veille à la vie juridique de l'agrément, la conformité des offres de jeu et assiste les autres services dans le domaine du contrôle des opérateurs agréés. Elle assure également l'élaboration des décisions du collège de l'Autorité. Elle participe à la protection des parieurs contre les manipulations sportives. Elle gère les contentieux dirigés contre les actes de l'Autorité. Elle est en charge de la lutte contre l'offre illégale de jeux d'argent et de hasard en ligne.</p> <p>Cette direction recrute un(e) juriste de droit privé dans le cadre d'un CDD pour accroissement temporaire d'activité, à pourvoir dès que possible et jusqu'à fin décembre 2020.</p>
Description du poste	<p>Activités principales :</p>

Sous la responsabilité du directeur, et en collaboration avec l'équipe et en lien avec l'ensemble des directions, cette personne interviendra dans deux missions:

une **mission de conseil juridique** consistant à :

- assurer du conseil pour sécuriser juridiquement l'action du régulateur, notamment s'agissant de la préparation des décisions du collège et de l'appui aux agents des autres directions en charge des contrôles et enquêtes ;
- analyser la législation, la réglementation, la jurisprudence et la doctrine en rapport avec les dossiers traités et contribuer à la préparation de normes juridiques relatives à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard.

une **mission contentieuse**, pour la mise en œuvre des procédures relatives au blocage des sites illégaux de jeux d'argent et de hasard en ligne.

En fonction des besoins du service, il (elle) sera appelé(e) à participer à d'autres actions conduites au sein de la direction.

Conditions d'exercice particulières

Statut et candidature :

CDD (agent contractuel de l'Etat) à pourvoir dès que possible et jusqu'à fin décembre 2020. Les agents publics sont soumis aux dispositions réglementaires en matière de déontologie.

Les candidats souhaitant faire acte de candidature pour ce poste sont invités à adresser un CV et une lettre de motivation, sous la référence DJ/JT à recrutement@anj.fr

Date limite de candidature : **13 juillet 2020**

Description du profil recherché

Compétences et qualités requises :

- niveau Master 2 ou BAC+5 en droit privé ;
- bonnes connaissances en droit civil des contrats, en droit public économique, notamment en droit de la concurrence ;
- qualités de synthèse et d'expression écrite ;
- capacité à s'adapter dans un cadre juridique en construction aux plans doctrinal et jurisprudentiel ;
- aptitude à l'innovation juridique et à une approche pragmatique des sujets ;
- rigueur, sens de l'organisation ;
- implication et réactivité ;
- suivi et respect des demandes urgentes ou hors tâches d'instruction de dossier ;
- discrétion et respect de la confidentialité ;
- bon relationnel et sens du travail en équipe ;
- sens de l'initiative.

Compétences candidat

Niveau d'études min. requis	Niveau I : Bac + 5 Master, diplôme d'ingénieur ou diplôme équivalent
Compétences	CONNAISSANCES - Droit/réglementation, CONNAISSANCES - Environnement administratif, institutionnel et politique, SAVOIR-FAIRE - Accompagner un changement, une réforme, un dispositif, SAVOIR-FAIRE - Appliquer une règle, une procédure, un dispositif, SAVOIR-FAIRE - Conseiller une personne, un groupe , SAVOIR-FAIRE - Mener une veille , SAVOIR-FAIRE - Rechercher des données, des informations, SAVOIR-FAIRE - Rédiger un acte juridique, SAVOIR-FAIRE - Travailler en équipe, SAVOIR-ÊTRE - Avoir l'esprit d'équipe, SAVOIR-ÊTRE - Esprit de synthèse, SAVOIR-ÊTRE - Être rigoureux
Langues	Anglais (B1 Niveau Seuil)

Informations complémentaires

Quotité de temps de travail	Temps complet
-----------------------------	---------------

Renseignements et contact - Note : les candidatures se font obligatoirement depuis l'application

Date de vacance de l'emploi 01/08/2020

Personne ou service à
contacter pour obtenir plus
d'informations sur l'offre recrutement@anj.fr